

Permettez-moi, avant d'ouvrir les débats de notre 79ème, d'affirmer notre solidarité avec celles et ceux qui là bas en ex-yougoslavie subissent quotidiennement l'horreur de la guerre et pour qui l'avenir ne se vit qu'au quotidien. A l'UNEF, nous pensons que la guerre ne constitue en rien une solution. C'est aux peuples, de déterminer entre eux par le débat démocratique, les solutions aux crises que leur société traverse. Enfin, que dire de l'attitude du gouvernement et du Président de la République qui, sans entendre l'avis de la représentation nationale, sans mettre le débat entre les mains du peuple français, décide unilatéralement d'engager les forces armées françaises dans les opérations de l'OTAN. Nous réaffirmons, comme nous l'avons fait ces derniers jours, notre foi en une solution pacifique.

A l'approche des élections européennes de juin prochain se pose le débat de la construction européenne et de son volet Enseignement Supérieur. Au moment donc, où chacun est amené à débattre de l'Europe qu'il souhaite construire, de se prononcer sur la nature des liens qui doit unir les différents pays de l'union, les étudiants ne peuvent pas ne pas apporter leur contribution, leur pierre à l'édifice en débattant de leur attente vis à vis de l'Université, du rôle qu'ils veulent lui voir jouer dans la société française et dans la construction européenne. En effet, ce débat de puis notre dernier congrès traverse de plus en plus les questions de l'éducation, le rapport des individus à la maîtrise des connaissances et des nouvelles technologies.

Enfin, notre congrès intervient dans une période où est débattu l'avenir de l'Enseignement Supérieur, de nos formations. Donner la parole aux étudiants pour leur permettre d'exprimer leurs points de vue, leurs aspirations sur l'harmonisation européenne, sur l'aide sociale, la pédagogie, la citoyenneté... Telle est l'ambition qui a animé la préparation de notre congrès. C'est cette démarche que je vous propose de faire vivre durant ces quatre jours et bien au delà. En effet, nous le constatons quotidiennement sur nos facs à travers les problèmes rencontrés que tout appelle au renforcement de l'intervention des étudiants. C'est donc autour d'une dynamique d'engagement des étudiants, qu'ils nous faut désormais réfléchir. Quelles propositions mettre en débat sur nos facs pour favoriser l'émergence de revendications ? Quelles propositions de luttes concrètes nous faut-il développer ? Enfin, quelle UNEF construire pour permettre au plus grand nombre de réussir ses études et changer l'université?

#### **Depuis 2 ans, les exigences du mouvement étudiant se sont renforcées:**

- Face au chômage, à la précarité, l'acquisition d'un diplôme de qualité apparaît comme le meilleur moyen de favoriser l'insertion sociale.

Ainsi, les étudiants sont plus exigeants quant à la qualité des formations, la possibilité de poursuivre des études, l'accès à la recherche et la possibilité de choisir un emploi en phase avec leurs centres d'intérêt.

Mais réussir ses études ce n'est pas seulement franchir le cap des examens, de même que l'insertion sociale ne se réduit pas à l'obtention d'un emploi.

#### **La volonté de réussir ses études et son insertion sociale renvoie à d'autres exigences.**

- Tout d'abord à son épanouissement personnel: quand un jeune sur deux de 18 à 25 ans poursuit des études ce sont les aspirations de la jeunesse qui traversent l'université en terme de qualité de vie, d'accès à la culture et aux loisirs, de lieux de vie au sein des campus, d'épanouissement dans ses cours.
- Une formation pour être citoyen à part entière !

Etre pleinement étudiant c'est aussi pouvoir donner son avis à l'échelle d'un cours, d'une fac comme dans le débat universitaire national.

N'est-ce pas ce que les étudiants réaffirment quand ils souhaitent plus d'informations, pouvoir intervenir dans leurs cours, disposer d'éléments pour se faire leur propre opinion tant dans le débat universitaire que dans l'acquisition des connaissances pour favoriser l'esprit critique.

- L'exigence d'une formation utile apparaît avec force comme facteur d'intégration et de développement de toute la société.

La lutte des étudiants en staps en témoigne: face aux besoins de la société, le sport peut ouvrir la voie à de nouveaux métiers dans les écoles, les quartiers et relever ce défi apparaît comme un moyen pour faire évoluer la formation en l'ouvrant à plus de monde, en diversifiant les filières, en augmentant le nombre de labos de recherche...

Ces exigences posent avec force la nécessité de changer l'université, d'engager des moyens conséquents pour y parvenir et d'associer les étudiants à la définition des objectifs de l'université du 21ème siècle.

Ces questions se posent d'autant plus fortement que l'université s'apprête à franchir un nouveau cap, celui de l'Europe.

Dès lors, toute aspiration à réussir ses études, sa vie de jeune, son insertion sociale, à être entendus, relève d'un véritable débat stratégique quant à l'avenir de l'université et de la société en France comme en Europe. Le patronat d'ailleurs, ne s'y trompe pas.

Dès 1989, -l' ERI -, puissant groupe de pression patronal auprès de la Commission européenne, publie un rapport qui affirme d'emblée que « *l'éducation et la formation ( ) sont considérés comme des investissements stratégiques vitaux pour la réussite future de l'entreprise* ». déplorant que *l'industrie n'ait qu'une très faible influence sur les programmes enseignés* ». Ainsi proposition est faite de mettre en place une « *carte d'accréditation des compétences* » par un système de télé-enseignement à distance.

**A l'opposé de cette offensive du patronat, les exigences du mouvement étudiant, ne peuvent trouver de réponses que dans un service public renforcé.** Autrement dit, le service public d'enseignement supérieur et de recherche doit changer, pas par lui-même, mais pour répondre à de réels besoins.

Dans ce cadre chaque gain ou chaque recul du mouvement étudiant participe à la redéfinition de l'université, à son apport à la société en France comme en Europe.

- Quand les étudiants se mobilisent à Paris 8 pour gagner le maintien du département de langues minorisées, qu'à Nantes, ils se battent autour de la filière histoire de l'art, c'est l'enjeu du développement des savoirs, de leur démocratisation qu'ils posent et qu'ils défendent participant ainsi à faire reculer l'idée de pôles d'excellence.
- A Paris 10, quand les étudiants avec l'UNEF et ses élus gagnent sur l'arrêt des frais illicites c'est la question de la gratuité des études qui se pose avec le rejet de la sélection sociale.
- Quand à Caen les étudiants gagnent le maintien de la session de septembre, c'est la volonté de réussir ses études qui s'exprime et de se donner tous les moyens possibles pour lutter contre l'échec.
- Enfin, quand dans plusieurs facs des luttes s'organisent pour gagner des bourses, des AIE, des logements, c'est le besoin de trouver des réponses immédiates à des problèmes concrets qui s'expriment mais cela participe aussi à définir les orientations d'un statut de l'étudiant ambitieux pour satisfaire une double exigence:  
Tout d'abord celle de répondre aux urgences en matière de bourses, de logements, de santé. Celle ensuite de répondre à deux millions d'étudiants quand ils aspirent à vivre pleinement leur vie de jeune, à accéder à la culture, aux loisirs;

**Avec ces luttes les étudiants font irruption dans le débat sur l'enseignement supérieur.** les petites luttes qui paraissent parfois insignifiantes au regard de l'énormité des enjeux, contribuent à fixer le débat à partir des aspirations étudiantes et non de projet construit en dehors de la réalité.

Ainsi, Allègre a été obligé de prendre en compte un certain nombre d'exigences.

l'annonce du PSE, correspond à la prise en compte de revendications étudiantes. Allègre l'inventeur du prêt bancaire augmente dès la rentrée 98 le nombre de bourse d'AIE et annonce l'objectif de 30 % de boursiers d'ici trois ans.

C'est également après plusieurs années de mobilisation des étudiants, salariés et chômeurs. l'attribution en région parisienne du demi tarif sur les transports.

D'aucuns considéreront qu'il ne s'agit pas d'une victoire puisque déjà inscrite dans le programme électoral de la gauche plurielle. Mais en aurait-il été de même si le mouvement étudiant n'avait pas porté haut et fort cette revendication depuis 1991, en multipliant pétitions, rassemblements et en l'inscrivant dans le mouvement de nov/décembre 95 ? Je ne le crois pas.

Ces premières avancées inscrites dans le plan social révèlent bien à quel point la justice sociale, l'exigence de nouveaux droits sont devenues incontournables dans le débat sur le statut étudiant.

Reste à obtenir les moyens nécessaires pour leur application et l'extension à plus d'étudiants des bourses, logements, exonérations de droits d'inscription.

**Pour autant, le compte n'y est pas.** Les avancées gagnées par le mouvement étudiant ne sont pas suffisantes. En effet, la gravité de la situation révélée notamment par les problèmes de rentrée du second semestre, nécessite plus qu'il n'est fait jusqu'à présent.

A P8 par exemple, l'université a épuisé ses fonds de réserve et ne peut plus faire face aux paiements des heures de cours, au fonctionnement de la BU.

A Besançon, des menaces sur des ID du second semestre apparaissent, déclenchant un mouvement étudiant où une première manifestation réunit 1 500 étudiants.

A Jussieu, pour la deuxième fois de l'année, l'UFR Psycho se retrouve sans locaux, provoquant à son tour un mouvement étudiant avec occupation de la fac et exigence d'être reçu par le Ministre.

Plus généralement, au niveau national, le Ministère reste sourd aux urgences

De la même façon, le PSE est en panne. En effet, il y a besoin d'aller plus loin que les premières mesures annoncées à la rentrée. 40 % d'étudiants sont salariés, moins de 10 % sont logés par le CROUS. Certaines situations sont dramatiques (banque alimentaire, situation sanitaire, tuberculose...). Enfin, avec 2 500 000 étudiants, c'est aux aspirations de la jeunesse qu'il faut répondre. En effet, nous ne voulons pas d'une citoyenneté rabougrie où l'accès à la culture, au logement, aux vacances n'est réelle que pour une partie de la population étudiante.

Enfin, peut-on préparer raisonnablement une réforme sans entendre les étudiants, sans leur donner les moyens d'exprimer leurs aspirations. Ainsi, seul le Ministère, les régions, le Médef, peuvent s'exprimer avec le risque de mise en place de pôles d'excellence, le financement de l'enseignement supérieur en fonction du bon vouloir des régions. Nous avons tous constaté ce que cela voulait dire avec l'exemple de Rhône-Alpes, sous la présidence de Charles Millon. De cela, les étudiants n'en veulent pas.

Le ministère doit répondre aux urgences sur les conditions de vie et d'étude. Il doit aussi répondre sur le rôle social et citoyen que l'université doit jouer.

Faire ce choix, le ministère en a les moyens. En effet, dans d'autres domaines le mouvement social a su imposer des mesures:

Avec les 35 heures, c'est la reconnaissance du fait que l'évolution du travail permet de consacrer plus de temps aux loisirs, à la culture. Avec la loi sur l'exclusion, c'est l'idée qu'une société où le progrès technique ne connaît pas de pause, ne peut laisser une partie de sa population sur le bord du chemin.

En nous appuyant sur les lers acquis du mouvement étudiant et du mouvement social, nous pourrions cibler 7 axes d'interventions :

1. **Le premier concerne l'harmonisation européenne des diplômes.** A un 3-5-8 renforçant la sélection, repoussant le premier diplôme à bac +3 avec le risque d'accroître la gâchis social, objectons l'exigence d'une grille européenne des équivalences, la libre inscription et la libre poursuite d'études. A la mise en place des pôles d'excellences et de mise en concurrence de nos formations, objectons le développement de toutes les universités, notamment des antennes, et de meilleurs coopérations.
2. **Le deuxième axe concerne les étudiants étrangers.** A la multiplications des expulsions, n'avons-nous pas à répondre en portant plus massivement le zéro expulsion comme moyen de gagner des régularisations mais aussi d'imposer l'abandon des lois discriminatoires, l'enjeu de partage des savoirs que constitue l'ouverture au monde de nos universités.
3. **La troisième bataille à mener concerne la recherche.** Aux tentatives de remise en cause de la recherche fondamentale, objectons l'exigence des créations de laboratoires, de DEA, de moyens financiers supplémentaires, de coopérations nouvelles entre labo en France comme en Europe. Aux tentatives de réductions du nombre d'étudiants chercheurs et aux tentatives d'installation de pensée unique par atteinte à la liberté des thèmes de recherche, répondons gratuité et libre inscription en DEA et en thèse, embauche des thésards et de chercheurs qualifiés.
4. **Le quatrième axe porte sur l'insertion professionnelle et les liens entre université et monde du travail.** Une charte des stages est en cours d'élaboration. Réclamée fortement par les étudiants depuis le CIP, elle doit être votée cette année. Si le premier projet reprend des revendications portées par l'Unef, le mouvement étudiant, les salariés telles que: le stage ne doit en aucune façon se substituer à un emploi dans l'entreprise, il doit être encadré par un tuteur de l'entreprise mais aussi universitaire, rien n'est dit sur la rémunération, la durée maximale... Saisissons-nous donc en engageons dans chaque filière la discussion avec les étudiants pour mieux cerner selon les formations les besoins en matière de stage. Enfin, le chantier ouvert sur les 35h ne peut-il pas constituer un moment fort de convergences avec les salariés pour déboucher sur des créations d'emplois pour les jeunes diplômés.
5. **Cinquièmement, continuer à se mobiliser autour de l'enjeu d'un statut social et de la santé étudiante.** N'y a-t-il pas pour cela à relancer avec force le SOS Aide sociale pour gagner sur les situations d'urgence en étendant ce dispositif aux questions de remboursement des soins, d'exonération de frais d'inscription, d'accès à la restauration aux transports, et à la culture.

6. **Le sixième axe concerne la solidarité internationale.** Quand le droit aux études est bafoué dans certains pays, que la barbarie continue en Algérie, que l'horreur de la guerre frappe les jeunes en Yougoslavie, de nouveaux liens sont à renforcer dans le monde pour le droit aux études, pour la paix et la démocratie.
7. **Le septième et dernier axe concerne le terrain budgétaire.** Face aux problèmes de ce second semestre, aux attentes de voir changer l'université, portons avec détermination l'exigence d'un collectif budgétaire de printemps. Chiffrons dans chaque filière, chaque fac, les besoins en locaux, enseignants, crédits, et faisons les converger auprès des administrations universitaires régionales et nationales. En dressant de la sorte la liste des besoins décidons d'être efficaces pour chiffrer un collectif budgétaire d'urgence et élaborer une charte de qualité pour nos établissements. Chaque dédoublement de TD gagné, chaque prof embauché, s'inscrivons dans cette lutte pour gagner nationalement sur le réengagement financier de l'état et sur la réquisition des facs privées

Enfin, il nous faut investir tous les lieux où s'élaborent les réformes comme les comités régionaux U3M ou les conseils départementaux de la jeunesse pour les questions d'accès à la culture et aux loisirs. Comment peut-on arriver à imposer les revendications étudiantes si l'on ne s'impose pas dans les débats organisés par le ministère? Est-ce que cela ne permettrait pas au mouvement étudiant de se doter de points d'engrage sur lesquels s'appuyer à chaque fois qu'il gagnerait sur des revendications. Dans ce cadre le rôle et l'intervention de nos élus peuvent être déterminant pour se faire le relais des mobilisations et exigences étudiantes, pour rendre publics les objectifs discutés dans les comités.

#### **J'en viens à ma deuxième partie, pour d'abord revenir sur la question de la radicalité.**

Ce débat, nous l'avons eu plusieurs fois en BN et CN, il constitue une ligne de démarcation voire de clivage au sein même du mouvement social, des enjeux de société. Je voudrais donner ici mon opinion; pour d'abord souligner qu'il me semble que l'UNEF inscrit son activité dans une démarche radicale. Par radicale, j'entends, déterminée, "jusqu'à boutiste" en ce sens qu'elle cherche et se donne les moyens de construire un rapport de force pour gagner

La question de la radicalité pose alors immédiatement celles du nombre et du rassemblement pour changer l'Université; elle ne se décline pas en slogans incantatoires en initiatives déconnectées des attentes des étudiants, qui en définitive,

loin de les convaincre à lutter, les détournent de toute forme d'engagement, les confortent dans l'attentisme, dans une démarche délégitime.

Non, au contraire, être radical, c'est être à même de rester attentif à tout ce qui bouge, s'exprime ou pas en terme d'exigences, c'est aider à créer des solidarités quand tout pousse au renoncement et au repliement sur soi, c'est prendre le parti pris de l'ouverture, du dialogue, de la confrontation des idées et des expériences, faire de la conjugaison des différences, un atout pour avancer ensemble.

Intervenir et s'organiser pour réussir ses études, participer pour cela à la transformation de l'Enseignement Supérieur n'est pas inné, spontané, nous en faisons quotidiennement l'expérience. L'UNEF a fait le choix d'être utile, efficace pour les étudiants.

C'est bien lorsque l'UNEF, avec celles et ceux qui la font vivre, déploient le plus de gestes pour aller à la rencontre des étudiants, les informer, rendre public le débat sur l'Université et lui permettre de se tenir en toute transparence, qu'elle est le mieux à même d'aider à leur mobilisation massive

C'est lorsque l'UNEF, avec celles et ceux qui la font vivre, multiplie les initiatives pour favoriser l'échange, l'émergence de revendications, l'élaboration collective de solutions pour obtenir gain de cause qu'elle est le mieux à même de participer à donner du sens et du contenu au mouvement étudiant

C'est lorsque l'UNEF, avec celles et ceux qui la font vivre est ainsi apte à renforcer les exigences des étudiants, de leur donner confiance dans leur capacité à trouver une issue positive à leurs revendications, de leur faire faire l'expérience qu'en s'engageant avec d'autres, il gagneront pour eux, qu'elle est le mieux à même de participer

aux grandes victoires étudiantes. Et, en définitive c'est à ces moments là que l'UNEF est le plus radicale par rapport aux réformes comme par rapport aux gouvernements

Inscrire la radicalité en terme d'efficacité, cela revient à la décliner en recherche du rassemblement majoritairement pour gagner.

Et de nous envoyer alors immédiatement à la faiblesse de la représentation étudiante.

Quand, seuls 13 % des étudiants participent aux élections universitaires, qu'ils sont seulement 3 % à être organisés, toutes structures confondues, je pense qu'on peut parler de crise de la représentation étudiante.

Cette question vaut qu'on s'y attarde parce qu'elle est déterminante, qu'il est essentiel aujourd'hui de combler le fossé qui s'est creusé entre les étudiants, les organisations étudiantes, les lieux et les institutions où doivent s'exercer la citoyenneté étudiante; faute de s'attaquer à cette question, explorer des pistes pour y répondre, ce sont les étudiants et leurs acquis qui sont menacés.

Vous le voyez bien, mon discours est aux antipodes d'un discours corporatiste et boutiquier, il ne tend pas à dire « tout va mal » pour justifier les propres insuffisances et limites de l'UNEF, appeler à un mieux qui consisterait à accroître son audience en réduisant celles des autres... non décidément, personne ne peut s'en sortir ainsi que l'on soit première, deuxième ou dernière force électorale. Non, personne ne s'en sortira s'il fait l'économie du débat sur la défiance des étudiants vis à vis des organisations, leur hostilité vis à vis des lieux de décision. Avoir ce débat, résoudre cette question, ouvre la possibilité de lever un obstacle majeur au rassemblement des étudiants et donc à la transformation de l'Université.

Lors du précédent congrès, nous avons amorcé ce sujet et évoqué que les étudiants ne vivent pas en dehors de la société, qu'ils subissent aussi le poids de la crise, ont du mal à se projeter dans l'avenir. Cela favorise le repliement sur soi, plus qu'il n'aide à s'organiser.

Je pourrais revenir également sur la mauvaise presse, dont le syndicalisme étudiant est l'objet: souvent perçu à juste titre comme ultra minoritaire, « marginal », il est vécu comme un espace étrié dont l'activité est plus rythmée par les intérêts partisans de ceux qui l'animent, que par les préoccupations étudiantes du moment. Cet a-priori des étudiants à l'égard des syndicats étudiants s'amenuise quand ils font la preuve de leur utilité, nous le vérifions, à l'UNEF sur des batailles ponctuelles comme le SOS inscription, lors des réunions de prérentrée, dans certaines associations de filière ou pendant les mouvements étudiants. Cependant, il ne s'agit ici que de moments ponctuels: globalement, l'a-priori persiste.

Nous le pointons également, lors de notre dernier congrès, la division du mouvement étudiant, son éclatement en multiples structures, participent à renforcer cette idée que les syndicats, les organisations étudiantes restent éloignés des préoccupations et des urgences étudiantes. De plus, les étudiants interprètent l'incapacité de toutes ces organisations à se mettre d'accord pour le bien du plus grand nombre d'entre eux, comme un aveu de leur absence de volonté à agir vraiment.

De ces constats successifs, nous avons tiré la nécessité de renforcer le IOUS ENSEMBLE, en même temps que travailler et renforcer le contenu des convergences qui font jour. S'est alors affirmé la nécessité de contribuer à la création d'un réseau d'organisation et associations pour mettre en commun, avec d'autres et ainsi optimiser toutes nos raisons d'agir.

Ces deux dernières années, que ce soit nationalement ou localement, nous avons multiplié le travail unitaire dans différentes directions; dans les conseils, au CNESER comme dans les CA d'Université, la régularité des intersyndicales a permis des avancées immédiates.

De la même manière, la prise d'initiatives communes avec l'UNEF-ID, SUD étudiants, des associations étudiantes nous a permis d'élargir et dynamiser des mobilisations étudiantes; ainsi sur la banque alimentaire de Toulouse avec l'UNEF-ID, sur les problèmes de cité-U à Perpignan ou Orléans avec l'UNEF-ID, et le cri étudiant sur le mouvement de Psycho à Jussieu avec l'Assos de filière, sur la question des étudiants étrangers à Bordeaux avec Afripac à P8 avec des assos de la fac.

Je pourrais aussi citer la bataille et la victoire pour le 1/2 tarif sur la carte orange que nous avons mené conjointement avec l'UNEF-ID, la Fage et la CGT RAIP. Je pourrais enfin revenir sur la MNEF.

La liste « changer la MNEF » a conduit l'UNEF à faire son entrée à la MNEF après 15 ans d'absence.

Cette liste, aboutissement d'une démarche amorcée depuis le mois de mai, représente un premier pas dans les démarches de rassemblement du mouvement étudiant. A l'UNEF nous souhaitons être ambitieux dans la capacité des étudiants à se saisir des enjeux du mutualisme et de la santé, malheureusement rendu plus difficile suite au scandale des « affaires de la MNEF ». C'est pour cela, qu'il s'agit d'une première ébauche, que le débat sur la MNEF mérite désormais, un débat public le plus possible de mutualisés

Ces exemples et plus largement l'évolution du mouvement social, depuis 95 doit nous permettre d'aller au delà de ce que nous affirmions lors du congrès de Toulouse Elles ont trouvé un prolongement naturel dans les législatives de 97 avec la sanction du gouvernement Juppé et la droite

Depuis, la volonté que ça change ne s'est pas démentie, les questions posées au gouvernement Juppé restent posées au gouvernement Jospin. Les possibilités d'avancées sociales et sociétales qu'ont ouvert des chantiers comme une loi sur les 35h, contres les exclusions, l'élaboration du PACS ont renforcé la revendication de justice sociale, de mieux vivre.

A l'aube du vingt et unième siècle, le refus de toute forme d'exclusion et d'aliénation s'exacerbe, les mobilisations grandissent dans ce sens: pour ne citer que l'ampleur que prennent aujourd'hui la lutte des sans papiers, celle des chômeurs ou encore les combats pour l'accès à une véritable parité homme-femme, pour la reconnaissance des droits des homosexuels

J'ai encore envie d'évoquer ici, ces jeunes issus des banlieues qui prennent la parole pour signifier qu'ils refusent le silence qu'on leur impose tout comme les abus quotidiens, dont ils sont les premières victimes et s'organisent en STOP LA VIOLENCE, à seule fin que les pouvoirs publics les prennent enfin en compte et leur donne le droit d'exister à part entière.

Affirmation forte du respect de la personne humaine contre toute forme de ségrégation, union face à la régression, ces valeurs traversent aussi le débat syndical.

Pour ne prendre que l'exemple de la CGT, qui appelle à un syndicalisme citoyen et rassemblé, décide de tout faire pour rentrer dans la CES, afin de prolonger au plan européen, les luttes engagées en France

Pour ce qui est du mouvement étudiant, il m'apparaît que nous ne sommes pas quitte d'efforts pour de nouvelles avancées. J'évoquais, il y a un instant, à la fois les faiblesses des organisations étudiantes mais aussi les terrains multiples qui existent pour de nouvelles convergences.

A y regarder de plus près, et en toute honnête, quand, comme je l'ai déjà souligné, seulement 3 % des étudiants sont organisés contre 1 étudiant sur 2 salariés, un nombre croissant dans la plus grande détresse matérielle, parfois sans perspective d'avenir, reste t-il tant de clivage que nous puissions nous retrouver autour d'une table pour commencer à discuter de la pertinence d'un syndicalisme plus large que la simple addition des forces organisées que nous sommes aujourd'hui ?

L'UNEF, l'UNEF-ID, la FAGE, SUD étudiant, le syndicat des étudiants en architecture, la coordination des étudiants en STAPS, le comité de défense des étudiants étrangers, la confédération des étudiants chercheurs, sans parler de nombreuses autres associations étudiantes...toutes ces organisations, au regard de leurs évolutions propres, de leurs positionnements actuels, au regard des exigences étudiantes, n'ont-elles pas tout à gagner à mettre en commun leurs idées, leurs expériences, la diversité de leur engagement, pour mieux se mettre au service des étudiants ?

Est-il insensé de plaider un syndicalisme étudiant qui sache associer toutes les formes d'interventions existantes, les conjuguer, qui donne de l'ambition au mouvement étudiant ?

Vous voyez, je crois que les conditions sont créées pour dépasser l'unité d'action. travailler au delà de réseaux ponctuels à la création d'une nouvelle structure étudiante. Loin de moi, l'intention de clore ainsi le débat, au contraire, la question est d'ouvrir la discussion, d'initier du neuf, de libérer des énergies

Car, pour ma part, quand je parle de structure, je ne le pose sûrement pas en terme d'addition d'appareils, quel qu'ils soient; cette conception est étriquée et ancienne au vu des aspirations que traversent le mouvement social et étudiant.

Il ne s'agit donc pas de décréter ici une réunification UNEF/UNEF-ID, décidée loin des étudiants, je préfère la formule d'un nouveau syndicalisme citoyen, uni et rassembleur, qui prenne en compte l'ensemble des débats et des structures étudiantes existantes, citoyen en ce sens qu'une telle démarche ne peut se faire qu'avec et sous contrôle de ceux pour qui elle se fait, c'est-à-dire, les étudiants eux-mêmes. Car c'est un appel d'air pour leur intervention qu'il s'agit de créer, c'est à une invitation à leur irruption dans le mouvement social et étudiant, dans le champ syndical que ce congrès de l'UNEF entend contribuer.

Vous le voyez donc, rien n'est figé dans le débat sur l'avenir du mouvement étudiant

C'est un appel à débattre lors de notre congrès et, ensuite avec les forces du mouvement étudiant dont il s'agit, pour se donner ensemble les moyens d'un rapport de force qui gagne pour changer l'université et acquérir de nouveaux droits étudiants.

Pour cela, nous pourrions décider l'organisation dès le mois de mai de tables rondes locales et nationale pour réfléchir avec les autres forces du mouvement étudiant, qu'elles soient syndicales ou associatives à la nature d'un nouveau syndicalisme étudiant citoyen, uni et rassembleur

Ces tables rondes, constitueraient un moyen de lancer autour de cette idée, une démarche publique pour d'ores et déjà, préparer ensemble des échéances importantes que sont l'harmonisation européenne des diplômes, les chaînes d'inscription et la rentrée prochaine, l'exigence de moyens supplémentaires pour ne citer que celles-ci

**Pour répondre à ces nouveaux enjeux de rassemblement des étudiants, nous avons besoin à l'Unef, de bien évaluer où nous en sommes, ce qui a avancé dans notre pratique ce qui reste encore à développer. Ce sera l'objet de cette troisième partie.**

Car l'ambition que je propose de nous donner nécessite une UNEF qui se donne vraiment les moyens de sa réussite

Depuis deux ans, nous avons avancé dans notre capacité à nous adresser à plus d'étudiants, notamment en gagnant des implantations dans des filières, des antennes et des villes nouvelles. Ce sont pour beaucoup d'AGE, des efforts et des expériences nouvelles, et qu'il faut apprécier à leur juste valeur. Nous avons appris à allier intervention au plus près, dans la filière et effort pour sortir du périmètre d'action habituel.

Cela s'est traduit notamment par 17 implantations nouvelles de l'Unef, à Poitiers, Le Mans, Brest, l'IUT de Montreuil, Tours, Versailles, Bourges, Châteauroux, Cergy, Paris 2, EHESS, Arras, Valenciennes, Nancy, Strasbourg ou Nîmes. C'est aussi de nombreuses AGE qui ont multiplié leur intervention sur des filières, des sites, des campus où l'AGE n'avait pas l'habitude de militer.

Dans le même temps, il nous reste à travailler sur le nombre d'étudiants, dans chaque AGE, qui décident de s'organiser à l'Unef. L'enseignement supérieur accueille des jeunes qui, de plus en plus ont des parcours scolaires, des expériences individuelles, des désirs pour leur avenir de plus en plus diversifiés. Est-il donc raisonnable d'espérer qu'une AGE puisse prendre en compte cette diversité d'identités si elle reste à moins de 100 adhérents ?

Et c'est bien à cette question qu'il nous faut nous attaquer: pour permettre à chaque étudiant de sortir du fatalisme, donc en premier lieu de l'isolement, nous avons besoin de leur proposer une structure qui leur soit un moyen d'exprimer leurs attentes, de concrétiser une volonté de faire bouger leur université et leur vie à l'université.

Cela signifie entre autres, de ne pas leur proposer un moule dans lequel ils devraient trouver leur place, ou, plus précisément une organisation où seulement une partie de leur identité trouverait à s'exprimer.

Or les syndicats, apparaissent souvent comme vivant pour eux-mêmes, sur des préoccupations certes légitimes, mais pas vraiment, pas complètement dans la vie étudiante. Faire du syndicalisme, c'est encore trop à côté (donc en plus !) de la vie quotidienne.

l'Unef dans ce domaine, a déjà innové, trouvé des moyens de diversifier ses interventions et ses formes d'intervention.

**Je pense notamment à notre festival d'Europe et du Monde** qui a réuni le 20 février dernier près de 500 étudiants organisés ou non, parmi lesquels des délégations étrangères

Cette initiative a permis dans les AGE de tisser des liens avec des étudiants et au plan national de faire converger des actions et des propositions

Loin de constituer une fin en soi, ce festival a fait émergé de nouvelles perspectives pour gagner sur l'arrêt des expulsions d'étudiants étrangers, l'amélioration de l'accès aux soins, tisser des liens de solidarité internationale et ouvrir des espaces d'actions en Europe.

Lors de chaque débat, les participants ont cherché à associer propositions et moyens d'action; Ainsi, avec les étudiants et organisations présentes qu'elles soient syndicales ou associative, des initiatives ont émergé; par exemple, la création d'un collectif étudiant large, ouvert aux bonnes volontés pour mettre nos forces en commun dans la lutte pour les étudiants étrangers menacés d'exclusions ce collectif, dans le respect de chacun et sans hégémonie pourrait prendre des initiatives pour faire vivre des solidarités concrètes, aider les étudiants à sortir de l'isolement et de la peur pour s'organiser et s'entraider.

**Dans nos formes d'interventions diverses, je pense également à la consultation nationale** que l'UNEF a lancé lors du festival

Depuis le début de l'année, une aspiration forte traverse la communauté universitaire, celle d'une consultation des étudiants, iatoss et enseignants dans l'élaboration des réformes. A l'image de la journée banalisée obtenue à Orléans à l'initiative de l'UNEF, nous souhaitons un débat public permettant à tous les acteurs d'élaborer ensemble leurs propositions pour l'avenir de l'enseignement supérieur. C'est pourquoi tout en continuant à multiplier des actions pour le gagner, l'UNEF a souhaité avec la consultation nationale prendre l'initiative de ce débat public.

**Enfin, je pense à toutes les batailles diverses engagées localement comme nationalement ces 2 dernières années:** SOS aides sociales, zéro expulsion, exonération des frais d'inscriptions, TP thon et SOS mulots à Montpellier, la "Faim des études" à Toulouse, la simulation d'une intervention du SMUR sur les questions de santé à Clermont-Ferrand, le questionnaire lancé à P1 sur la rentrée, celui lancé à Lyon dans les cités U,... pour ne citer que quelques exemples.

A chacune de ces initiatives, des étudiants nous ont rencontré, nous avons tissé des liens avec eux qui peuvent se prolonger. A chaque victoire, chaque dossier individuel gagné, c'est la confiance dans la possibilité de faire bouger les choses, c'est notre capacité à mobiliser qui a avancé.

De même, nous avons su répondre présents quand des questions de société ont traversé le mouvement étudiant. Je pense à la lutte contre le FN, au mouvement pour le PACS, à la solidarité avec les «sans papiers» ou les questions d'insertion professionnelle des jeunes.

Cette ouverture, cette capacité à intervenir sur des sujets de plus en plus vastes, nous est de façon imposée: la variété des questions qui traversent le mouvement étudiant est à l'image des 2,5 millions d'étudiants qui le composent.

Nous avons su nous ouvrir sur ces questions, ouvrons nous aujourd'hui sur toutes celles qui jalonnent la vie des étudiants: de la note au partiel à la fréquence des transports, de la qualité des cours à l'accès aux nouvelles technologies.

Et couvrir tous ces champs, sans, sous prétexte de priorité, en mettre aucun de côté, nécessite bien de démultiplier les interventions de l'UNEF, c'est-à-dire de démultiplier le nombre d'adhérents de l'UNEF qui interviennent.

N'est-ce donc pas ainsi, en enrichissant nos formes et nos terrains d'action, que nous développerons une nouvelle offensivité?

Une radicalité qui est de ne rien laisser passer et de ne rien banaliser, de ne laisser personne de côté, une offensivité qui est celle de gagner, et de gagner sur tous les terrains.

**Atteindre ces objectifs nous pousse à renforcer et développer nos structures.**

**Sur le travail en commission tout d'abord:** depuis le dernier congrès des efforts ont permis de relancer des secteurs pour être plus prompt à réagir et être utile aux étudiants sur des questions spécifiques comme la solidarité inter, les étudiants étrangers, l'aide sociale et le mutualisme.

Regardons lors de ce congrès comment les renforcer et sur quelles questions nouvelles avons nous à pousser plus avant notre réflexion et notre intervention?

Au vu de l'actualité nous pourrions décider d'avancer sur l'insertion professionnelle en favorisant les convergences avec des orgas de salariés et des comités chômeurs, sur les cités U, sur l'exigence d'un passeport étudiant pour l'accès à la culture et aux loisirs.

**N'y a-t-il pas ensuite à renforcer le travail régional?** pour favoriser l'échange d'expérience, aider à l'implantation de l'UNEF dans des universités ou des sites délocalisés ?

Sur cette question, l'actualité nous rattrape avec la mise en place de comités régionaux U3M et l'élaboration du PSE.

N'y a-t-il pas alors à s'organiser pour favoriser la riposte là où les décisions se prennent? Des rencontres régionales pour décider entre AGE d'initiatives communes pourraient y aider.

**Enfin, quelles perspectives nouvelles se donner sur la vie des associations?**

Je l'évoquais en première partie, il n'est pas de lutte dont l'écho ne détermine tout le sens que les étudiants souhaitent donner à l'enseignement supérieur.

C'est en cela qu'il ne saurait y avoir les petites luttes d'un côté et de l'autre, les grandes luttes, toutes batailles gagnées dans une filière permet d'illustrer l'étendue des enjeux globaux.

Loin du corporatisme, développer la vie des associations pour défendre nos droits au plus près des étudiants est un gage d'efficacité et de radicalité.

Il s'agit en effet de ne rien laisser passer, mais de favoriser la participation des étudiants de la filière, les enseignants et le personnel à la bataille, associer les premiers concernés, c'est être plus fort pour gagner.

Développer la vie de nos associations pose l'enjeu de nous renforcer dans toutes les filières pour mettre en échec les mauvais coups, cela permet également d'intégrer les nouveaux adhérents

**En conclusion, je souhaiterais revenir sur la démarche qui a animé la préparation de ce congrès et qui loin de s'arrêter à l'ouverture de ce congrès doit nous guider pour ces quatre jours de travaux.**

L'idée est bien de débattre, de formuler des axes de batailles et des moyens d'action pour agir tout de suite et changer la donne en matière d'enseignement supérieur.

Le texte préparatoire avait donc ce rôle Loin d'un texte figé qui amène des positionnements en pour ou contre, la démarche a été celle d'un texte ouvert pour susciter le débat, respecter la diversité de chacun d'entre nous. Au vue du nombre de contributions remontées, le pari semble réussi.

Aujourd'hui gardons cette même démarche d'élaboration collective, qui loin de nier les désaccords fait du débat démocratique une richesse pour avancer ensemble, pour décider à l'issue de chaque débats des propositions, des moyens d'action.

**C'est cette même démarche qui déterminera l'élaboration d'un appel aux étudiants pour ensemble être offensifs, décideurs pour changer l'université.**